

L'excédent d'électricité, révélateur du potentiel de la politique climatique française

Tribune collective

Thibaud Voïta, Cédric Philibert, Carine Sebi, Véronique Andrieux, Nicolas Goldberg, Mattias Vandenbulcke, Anna Creti, Marie-Laetitia Gourdin, Vincent Delporte, Raphaël Claustre, Marie Dégremont, Xavier Blot, Jean-Baptiste Boyer, Clément Bayard, Marianne Greenwood, Ghislain Dubois, Stéphane His, Marc Germanangue, Thibault Janvier, Philippe Drobinski, Eric Vidalenc, Madeleine Péron, Yves Marignac, Antoine Gatet, Bastien Cuq, Camille Defard.

Le Bilan prévisionnel publié le 9 décembre par RTE montre que la France connaîtra dans les prochaines années un excédent de production électrique. Contrairement à ce qui a pu être affirmé, ce surplus n'a rien de nouveau et doit être considéré non comme une fatalité mais comme une opportunité.

Il peut en effet nous permettre d'accélérer la décarbonation de l'économie – industrie, chauffage, transports – grâce à l'électrification des usages, tout en maintenant des prix bas, une balance commerciale électrique excédentaire et en rendant possible une réindustrialisation décarbonée. Le risque principal n'est donc pas tant l'excédent électrique que le rythme trop lent d'électrification des usages.

Se libérer des énergies fossiles et de nos dépendances

Le système énergétique français reste très dépendant des énergies fossiles : 60 % de la consommation finale en France repose encore sur le pétrole et le gaz. Ces ressources sont majoritairement importées de pays parfois hostiles aux politiques de décarbonation, voire désireux d'affaiblir le modèle démocratique européen. À l'inverse, l'électricité décarbonée produite sur le sol français reste sous-consommée.

Atteindre nos objectifs climatiques implique donc un ajustement clair de nos politiques énergétiques. En complément indispensable des efforts en matière de sobriété et d'efficacité énergétique, il est nécessaire d'accélérer l'électrification des usages. Tout ralentissement du développement de cette offre irait à l'encontre de nos engagements nationaux et européens.

Entre un excédent modéré et une pénurie, le choix est sans ambiguïté. L'abondance permet de contenir les prix et de faciliter l'électrification indispensable à la sortie des énergies fossiles. À l'inverse, la pénurie se paie au prix fort : en 2022, l'indisponibilité d'une partie du parc nucléaire a coûté des dizaines de milliards aux ménages, aux entreprises et aux finances publiques.

Le rapport de RTE souligne aussi qu'il est trois fois plus efficace d'accélérer l'électrification que de freiner le développement des énergies renouvelables : le premier levier permet de réduire le coût moyen du MWh de 7 €, contre seulement 2 € pour le second. Pour maximiser l'impact climatique et industriel, l'effort doit donc prioritairement porter sur la conversion à l'électricité des principaux secteurs émetteurs : transport, industrie et bâtiment.

Une stagnation durable de la consommation, sans décarbonation des usages, traduirait un échec des politiques climatiques et industrielles.

Pour un plan d'électrification juste

Ces constats doivent inciter le gouvernement et le Parlement à mettre en place un plan d'électrification juste, garantissant à toutes et tous l'accès à des solutions efficaces et sobres et intégrant une planification de l'électrification ainsi que de ses modalités de financement.

Le soutien parallèle aux énergies renouvelables électriques demeure néanmoins essentiel. Il est nécessaire de sécuriser les approvisionnements dans un scénario de décarbonation réussie, pour sécuriser des filières industrielles d'avenir qui ont besoin d'une visibilité politique. Le soutien aux renouvelables peut en outre apporter des bénéfices économiques et sociaux dans les territoires (retombées d'autant plus importantes quand ces énergies décentralisées sont citoyennes et à gouvernance locale). Dans ce contexte, la publication de la prochaine programmation pluriannuelle de l'énergie, déjà trop tardive, doit être une priorité.

Notre politique énergétique doit rester guidée par une ligne claire : le respect des engagements climatiques internationaux, européens et nationaux, ainsi que l'accès de toutes et tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes. Ces objectifs sont atteignables rapidement grâce à l'électrification des usages. À condition d'être correctement exploité, l'excédent électrique actuel constitue donc une chance pour la souveraineté énergétique de la France, son indépendance vis-à-vis des énergies fossiles importées et la réussite de ses transitions climatique, industrielle et économique.

Signataires

Thibaud Voïta, Institut Jacques Delors et emlyon Business School

Cédric Philibert, auteur de *Climat, les énergies de l'espoir*, Les petits matins

Carine Sebi, Chaire Energy for Society, Grenoble Ecole de Management

Véronique Andrieux, directrice générale, WWF France

Nicolas Goldberg, responsable énergie pour Terra Nova

Mattias Vandenbulcke, délégué général adjoint, France renouvelables

Anna Creti, directrice de la Chaire Économie du climat, Université Dauphine PSL

Marie-Laetitia Gourdin, responsable Affaires publiques et Communication, Vattenfall

Vincent Delporte, directeur des affaires publiques HoloSolis

Raphaël Claustre, directeur général délégué de la SEM Sipehr

Marie Dégremont, chercheuse associée, Sciences Po

Xavier Blot, professeur associé, emlyon Business School

Jean-Baptiste Boyer, co-président, Énergie Partagée

Clément Bayard, expert énergies renouvelables et stockage, association Énergies Renouvelables pour Tous

Marianne Greenwood, consultante sur les politiques publiques de la transition énergétique

Ghislain Dubois, Énergies Renouvelables pour Tous

Stéphane His, président, Énergies Renouvelables pour Tous

Marc Germanangue, directeur général, Zenon

Thibault Janvier, senior manager, Yélé Consulting

Philippe Drobinski, directeur de recherche CNRS, directeur du centre Energy4Climate

Eric Vidalenc, expert énergie, Conseiller scientifique, Futuribles

Madeleine Péron, responsable du programme Politique industrielle et transition écologique, Institut Veblen pour les réformes économiques

Yves Marignac, expert énergie et porte-parole, association négaWatt

Antoine Gatet, président, France Nature Environnement

Bastien Cuq, responsable énergie, Réseau Action Climat

Camille Defard, chercheuse associée, Institut Jacques Delors